

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

**L'idée européenne en Europe
occidentale dans l'entre-deux guerres**

**Chef d'escadrons Philippe SALABERRY
Groupe B6**

Fiche de présentation

1 – L’idée européenne en Europe occidentale dans l’entre-deux guerres

2 – Chef d’escadrons Philippe SALABERRY (Terre, France)

3 - 29 février 2000

4 - Division B

5 - Mémoire de géopolitique

6 – Avec la fin de la première guerre mondiale, l’idée d’union européenne constitue un courant de pensée politique porté par des mouvements militants. Ce mémoire a pour ambition de mettre en valeur l’intérêt des travaux menés entre 1925 et 1934 en faveur de l’union européenne. En effet, l’ensemble de la problématique est déjà exposé vers 1930 : élaborations théoriques, expérimentations pratiques et conscience des obstacles mentaux. Les inspirateurs de la construction européenne d’après 1945 y puiseront des repères utiles et rencontreront dans une certaine mesure les mêmes difficultés.

7 - Mots-clés: géopolitique, Europe, Union européenne, Briand, Coudenhove-Kalergi

Sommaire

Introduction	3
<u>I) Les déterminants du discours européen</u>	
1.1 Le besoin d'unité	5
1.1.1 L'impératif de l'espace économique	
1.1.2 L'impératif du progrès technique	
1.2 La hantise d'une menace	7
1.2.1 La menace d'autodestruction de l'Europe	
1.2.2 Les menaces d'invasions économique et idéologique	
1.3 La conservation de l'hégémonie	11
1.3.1 La lutte contre le déclin économique	
1.3.2 La lutte contre le déclin culturel et spirituel	
<u>II) L'affirmation d'un courant européen</u>	
2.1 L'organisation du mouvement européen	13
2.1.1 Le mouvement intellectuel	
2.1.2 Les groupes de pression politique	
2.2 L'institutionnalisation du mouvement	18
2.2.1 Les initiatives des milieux économiques	
2.2.2 Les initiatives gouvernementales	
<u>III) L'échec de l'idée européenne</u>	
3.1 Une stratégie inefficace	24
3.1.1 Une propagande élitiste	
3.1.2 Un projet organisationnel ambigu (le mémorandum Briand)	
3.2 Un environnement hostile	27
3.2.1 L'idée européenne contre la logique communiste	
3.2.2 L'idée européenne contre la logique colonialiste	
3.2.3 L'idée européenne contre la logique nationaliste	
Conclusion	32
Annexes	33
Bibliographie	37

Introduction

Même longtemps limité à la partie occidentale du continent, le processus d'unification politique de l'espace géographique européen constitue l'un des phénomènes massifs de l'Histoire du XXème siècle. Au moment où ce processus atteint sans doute son heure de vérité avec la double dynamique de l'élargissement (à l'Europe orientale) et du renforcement (par la monnaie unique et les évolutions en matière de politique de défense et de sécurité commune), il paraît utile de se pencher sur l'évolution et la dynamique de la construction politique européenne.

Ce choix fait par les Européens de se lancer dans un processus d'unification est avant tout légitimé par l'idée d'Europe unie, portée avec volontarisme par bon nombre de théoriciens tout au long de l'Histoire. Il s'agit également d'un choix dicté par les circonstances, l'unification européenne apparaissant comme une réponse apportée aux pressions de l'environnement international. Enfin, l'engagement sur la voie de l'union est aussi motivé par des intérêts : qu'il s'agisse de conduire une politique de modernisation active ou de retrouver un rang politique sur la scène internationale, l'Europe unie a aussi été considérée comme un instrument au service de l'Etat-nation.

La mutation du processus de l'après seconde guerre mondiale n'est parfaitement compréhensible que si l'on prend en compte le long cheminement dans l'Histoire de l'idée d'Europe unie. Du déclin de la *Republicana Christiania* à partir du XIIIème siècle (à l'occasion duquel surgira chez des intellectuels l'idée de restauration de l'unité) au projet de paix perpétuelle de Jean-Jacques Rousseau, les jalons importants de manifestation de l'idée européenne ne manquent pas.

Avec la fin de la première guerre mondiale, l'idée d'union européenne quitte les auteurs prestigieux mais isolés pour être portée par des mouvements militants, des intellectuels influents et des élites dirigeantes. L'idée d'Europe unie va désormais constituer un courant organisé qui produira un nombre considérable d'écrits (dont la grande majorité en langue française) durant une période clairement établie (entre 1925 et 1934).

L'intérêt de cette période est considérable, car il permet de comprendre la logique de la construction européenne de l'après 1945. L'ensemble de la problématique européenne est déjà exposé autour de 1930 : élaborations théoriques, expérimentations pratiques et conscience des obstacles mentaux.

C'est à partir de cette problématique qu'après la seconde guerre mondiale les bâtisseurs de la Communauté européenne raisonneront et puiseront une grande partie de leur réflexion. Ils partiront, comme leurs prédécesseurs en 1919, du constat d'une Europe désunie et ruinée par la guerre. Leur action pour l'unification européenne aura également pour origine leur conviction que, comme l'a écrit Robert Schuman, « la meilleure garantie pour la nation ne réside plus dans l'isolement ni dans sa force propre, quelle que soit sa puissance, mais dans la solidarité des nations qui sont guidées par un même esprit et qui acceptent des tâches communes dans un intérêt commun ». Ils rencontreront également les mêmes difficultés, les

mêmes oppositions de la part notamment d'Etats, qu'ils soient européens ou non, hostiles à l'idée de voir l'Europe entamer un processus d'unification.

Si les défenseurs de l'idée européenne durant l'entre-deux guerres ne verront pas leurs efforts couronnés de succès et ne pourront qu'assister au basculement de l'Europe dans un nouveau conflit mondial, leur action n'en aura pas pour autant été inutile car ils auront largement contribué à préparer le processus d'unification qui débutera en 1945.

Les éléments fondamentaux sur lesquels se basent les partisans de l'idée d'Europe unie s'appuient sur le besoin d'unifier l'Europe afin de la préserver des menaces que discernent quelques esprits novateurs et lui permettre de conserver son influence sur l'ensemble du monde civilisé. Ces bases théoriques conduiront à l'affirmation d'un courant européen animé par une poignée d'hommes possédant une foi indéfectible en l'idée d'union européenne. Ce mouvement sera structuré ensuite par les milieux économiques et les groupes de pression, puis autour d'initiatives institutionnelles et gouvernementales dont la plus remarquable est incontestablement le projet que proposera Aristide Briand aux gouvernements européens en 1930. Mais l'idée européenne échouera du fait du caractère ambigu des projets organisationnels et d'un environnement politique international globalement hostile. Elle sera aussi victime d'une conjoncture économique défavorable qui favorisera dans une large mesure l'avènement du national socialisme en Allemagne, mettant ainsi fin aux espoirs de rapprochements entre pays européens.

I) Les déterminants du discours européen

Le discours européen de l'entre-deux guerres se structure selon une triple affirmation. Avant tout, l'affirmation du besoin d'unifier l'espace géographique est forte, tant pour des impératifs économiques que politiques et techniques. L'insécurité potentielle, par le risque d'une nouvelle « guerre civile » ou d'une invasion bolchevique, hante également les esprits européens. Enfin, l'influence de l'Europe sur le monde civilisé (dont elle revendique fort justement les fondements) est en déclin face aux grands espaces géopolitiques constitués par les Etats-Unis et l'Union Soviétique. C'est donc une lutte afin de contrer cette tendance qui motive également les partisans de l'Europe unie.

1.1 Le besoin d'unité

La fin du premier conflit mondial et l'état de l'Europe rendent nécessaire de s'atteler le plus rapidement possible à la reconstruction afin de sortir les populations de la précarité dans laquelle elles se trouvent.

Les partisans de l'idée d'Europe unie pensent que ce redressement ne peut s'accomplir que si l'Europe est capable d'unir ses forces et ses ressources matérielles et techniques

1.1.1 L'impératif de l'espace économique

L'Europe sort de la première guerre mondiale désunie et meurtrie, déchirée par les traités de paix. Très vite se fait jour l'idée que l'Europe court à la décadence si elle ne se relève pas rapidement et énergiquement de ce désastre.

Si économiquement les destructions n'ont touché que des zones géographiques limitées (l'Allemagne et la Grande Bretagne n'ont pratiquement pas subi de dommages), les pertes humaines sont énormes alors que le besoin en main d'œuvre l'est tout autant. Bon nombre d'Etats sont dans le dénuement le plus total.

Une des conditions qui apparaît nécessaire au redressement du vieux continent est d'unir les forces matérielles et humaines des nations européennes. Ainsi, pour Coudenhove-Kalergi qui est le créateur du mouvement paneuropéen, « seul un grand marché européen sans barrières douanières pourrait relever rapidement le niveau de vie économique ».

Qui plus est, les Etats-Unis affichent une santé éclatante. La production et la consommation sont massives, les salaires y sont élevés et les prix relativement bas. C'est donc tout naturellement que les observateurs et les analystes se tournent vers le continent américain pour y trouver des éléments de solution aux problèmes européens. Le journaliste économique français Francis Delaisi, observant les événements d'outre-atlantique, prône par exemple « l'abolition des politiques protectionnistes au sein d'une Europe étendue de l'Oural à la mer Méditerranée, qui profiterait à chaque pays et serait la première étape d'une Europe unifiée et prospère ».

Sous ce discours de politique économique apparaît bien la véritable idée qui se fait jour. Deux problèmes urgents se posent à l'Europe : le problème social et son

devenir politique. Le premier domine à juste titre, car il concerne très concrètement l'opinion publique. Mais le deuxième est escamoté des débats politiques. Pourtant, l'Europe, politiquement et économiquement divisée, pourra-t-elle sauvegarder sa paix et son indépendance à l'égard des puissances extra européennes ?

Autant pour Coudenhove-Kalergi que pour Delaisi, l'union économique est incontournable pour traiter le problème social et surtout elle constitue un premier pas sur la voie d'une union politique de l'espace géographique européen.

Cette idée a d'ailleurs déjà été évoquée par le Danois Christian Frederik Heerfordt en 1922 dans son ouvrage « Une Europe nouvelle ». Elle sera également reprise par Aristide Briand dans un célèbre discours prononcé en septembre 1929 à Genève : « Je pense qu'entre des peuples qui sont géographiquement groupés comme ceux de l'Europe, il doit exister une sorte de lien fédéral (...) Evidemment, l'association agira surtout dans le domaine économique, c'est la question la plus pressante ».

Il est donc clair que l'angle économique sous lequel s'exprime le plus fortement la nécessité d'unir les ressources européennes n'est qu'un moyen d'aborder la véritable finalité, à savoir l'union politique des Etats du vieux continent.

Si l'aspect économique s'impose dans les débats, c'est essentiellement à cause d'un constat emprunt de réalisme : devant les bouleversements que connaît l'appareil économique et plus spécifiquement l'outil de production, les progrès techniques semblent amorcer aux yeux de certains observateurs les prémices d'une organisation mondiale.

1.1.2 L'impératif du progrès technique

La révolution industrielle a eu pour conséquence l'apparition en Europe d'une bourgeoisie d'affaires active, entreprenante, cultivée et riche. Cette nouvelle classe sociale s'est empressée de disputer le pouvoir politique à l'aristocratie foncière, et elle l'a presque partout emporté. « A part quelques exceptions en Prusse et en Angleterre, les vieilles familles nobles ont perdu le sens des responsabilités en même temps que l'exercice du pouvoir » écrit Francis Delaisi. Les petits propriétaires utilisant machines et engrais ont acquis simultanément aisance et indépendance, et forment à présent une véritable démocratie rurale.

Cette évolution a aussi permis de généraliser l'instruction primaire nécessaire pour former en masse les cadres techniques et les ouvriers qualifiés dont l'industrie a besoin. Dès lors, le paysan ou l'ouvrier passe de l'état de sujet à l'état de citoyen. Le débat politique au sein de cette nouvelle forme de société n'est donc plus l'apanage d'une élite.

A cette Europe, Francis Delaisi oppose celle qui n'a pas suivi le mouvement de la révolution industrielle, ou tout du moins qui ne l'a suivi qu'en apparence. Les Etats dont il parle ainsi sont ceux qui se sont dotés d'institutions politiques semblables à celles des pays en plein développement industriel mais dans lesquels l'énergie animale n'a pas été supplantée par l'énergie mécanique. Dans ces Etats, les trois quart de la population sont illettrés. Il apparaît donc que « le cheval vapeur est le support naturel de la démocratie ».

C'est à partir de ce constat que se développe l'idée de l'établissement d'une société moderne fondée sur l'énergie mécanique. Selon les défenseurs de cette théorie, trois facteurs sont nécessaires et suffisants : posséder des ressources métallurgiques, détenir des capitaux et un potentiel scientifique.

Or, ces trois éléments sont réunis dans une zone géographique s'étendant des Pyrénées à l'Oder (y compris la Grande Bretagne). L'Europe doit donc, si elle veut prospérer et se développer, unir ses atouts. La dispersion des forces limite gravement les possibilités d'élargissement du marché économique, les tentatives d'intensification et d'amélioration de la production industrielle. Ceci entrave donc par voie de conséquence le progrès démocratique et la vie politique et sociale du continent.

C'est cette argumentation qui servira de base à la proposition d'organisation rationnelle des forces matérielles de l'Europe qui figurera dans le fameux mémorandum d'Aristide Briand en 1929.

L'époque est aussi celle de l'essor des Etats-Unis en temps que puissance économique. Le dynamisme du développement économique de la nation qui a sauvé l'Europe du chaos suscite admiration et envie. Entre 1921 et 1929, la production industrielle américaine double quasiment. Cette croissance s'est produite sans augmentation de main d'œuvre, grâce à l'essor de productivité dû au progrès technique. L'application de méthodes modernes de gestion et de production n'a également été possible qu'au prix d'une concentration de l'outil industriel.

« Les Etats-Unis d'Amérique étonnent par leur merveilleux développement économique et financier, par le prodigieux et rapide accroissement de richesse », note Yves Le Trocquer, membre du gouvernement français de 1919 à 1924, dans *Revue Belge*. Coudenhove-Kalergi reprend cet argument en soulignant qu'une Europe divisée est vouée à l'écrasement par la concurrence américaine.

Carlo Sforza, diplomate italien qui choisira l'exil à l'avènement du fascisme, résumera assez bien l'enjeu en énonçant que « la concentration industrielle et la rationalisation du travail deviennent de plus en plus la condition sine qua non du progrès ».

1.2 La hantise d'une menace

L'avenir du continent en cette période d'après-guerre ne s'annonce pas facile, et beaucoup d'interrogations tourmentent les Européens. L'Europe est si divisée qu'elle se demande si cette multiplication d'entités politiques ne va pas engendrer la disparition de la civilisation européenne, alors qu'en même temps elle voit apparaître à l'Est et à l'Ouest des Etats géants et puissants.

1.2.1 Parer à la menace d'autodestruction

A l'issue de la première guerre mondiale, les traités de paix signés laissent une Europe plus morcelée que jamais. « Douze nouvelles Alsace Lorraine se créaient à l'Est de l'Europe, dont chacune compromettait la paix du monde » écrit Coudenhove-Kalergi.

Les traités ont multiplié les barrières entre les peuples. Carlo Sforza énonce des chiffres irréfutables. Avant la guerre, l'Europe comptait 26 domaines douaniers et 13

systèmes monétaires. En 1919, ce sont 35 domaines douaniers et 27 systèmes monétaires qui séparent les populations européennes.

Qui plus est, tous les problèmes ne sont pas réglés et la nouvelle division politique européenne en engendre même de nouveaux, notamment par la résurgence de mouvements nationalistes.

Le problème des réparations et des frontières contestées entrave le processus de réconciliation entre vainqueurs et vaincus. Le continent n'est donc pas à l'abri de troubles politiques qui pourraient déboucher sur des crises graves. « Plus la guerre a duré, plus il était inévitable qu'elle traînât dans son sillage une chaîne continue de désastres et de dommages qui, se multipliant et s'aggravant les uns par les autres, pourraient fort bien amener la ruine totale de la puissante civilisation de l'Europe ». Christian Frederik Heerfordt dresse là un constat bien pessimiste, mais il reflète fidèlement l'état d'esprit général de tous ceux que l'avenir du continent européen préoccupe et qui ne se satisfont pas des traités signés.

En fait, une des conséquences du conflit est un sentiment de haine farouche qui dresse les peuples les uns contre les autres et qui paraît indestructible. Ce sont des divergences d'interprétation sur les causes qui ont déclenché le conflit qui sont à l'origine de cet état d'esprit. Chaque camp, vainqueur comme vaincu, croît fermement qu'il a été victime de la volonté de guerre de l'autre. « L'Allemagne paiera » dit on en France. « Elle paiera jusqu'au dernier penny » surenchérisse les Britanniques.

L'article 231 du traité de Versailles déclare que l'Allemagne et ses alliés sont responsables pour les avoir causés de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés. Ce texte implique de manière fort claire une reconnaissance de culpabilité qui exaspère le peuple allemand. La raison en est très simple : les Allemands ne se sentent pas coupables. S'estimant lésés et injustement sanctionnés, ils nourrissent donc un sentiment de revanche à l'égard de ceux qui sont à l'origine de cette injustice. C'est donc sur ce malentendu et cette incompréhension que s'instaurent les relations politiques entre Etats en 1919. Le moins que l'on puisse dire est qu'elles ne partent pas sur de bonnes bases.

Pourtant, un rapprochement des Etats européens est indispensable pour la stabilité internationale car la paix mondiale ne peut se concevoir que si l'Europe n'est pas en proie à des conflits. Il est logique parce que les peuples européens partagent les mêmes valeurs et qu'ils forment depuis longtemps une société. « Il y a des mœurs européennes, des usages européens, une opinion publique européenne, un droit européen, un pouvoir public européen » écrit l'écrivain espagnol Ortéga y Grasset en 1926.

Ce rapprochement doit devenir une réalité afin que l'Europe ne s'autodétruisse pas dans ses contradictions, ses dissensions et ses divisions.

Au regard des théoriciens de l'idée paneuropéenne, les Etats ne sont pas jugés capables de mener des politiques propres à unifier l'espace géographique européen. La plupart des pays européens sont dirigés par des gouvernements parlementaires, des gouvernements de partis, nommés pour gouverner en conformité exacte avec un programme déterminé de politique intérieure qui ne contient nulle part la moindre indication d'une adhésion à l'idée de l' « Europa communis ». Pour Christian Frederik Heerfordt, la même raison conduit à écarter tout soutien à la cause européenne de la

part d'un parti politique. Il note que « cette éventualité ne serait guère à souhaiter, car il faut autant que possible que dans sa marche et dans son développement l'œuvre des Etats-Unis d'Europe soit maintenue élevée au dessus des partis politiques.

Les gouvernements sont également soumis à l'influence de l'opinion publique qui, face aux difficultés économiques et sociales auxquelles elle est confrontée, n'est pas prête à accepter l'idée d'unir la destinée nationale à celle d'Etats qu'elle vient de combattre.

L'œuvre d'union doit donc, pour progresser et s'imposer, être confiée à une initiative privée, seule capable d'agir sans contrainte.

Elle doit recueillir également l'adhésion de toutes les nations du paysage européen. Ce sont elles qui sont en premier lieu menacées de disparition si l'Europe n'arrive pas à surmonter ses problèmes. Parmi les Etats européens, Coudenhove-Kalergi distingue cependant la Grande Bretagne qui, « de grande puissance, est devenue puissance intercontinentale », et la Russie, « grande puissance eurasienne ». Toutes deux, selon lui, se sont étendues par delà l'Europe et seraient à même de survivre à sa chute. En revanche, « les autres peuples partagent une destinée commune et il ne leur reste que le choix entre l'union et la disparition ».

En 1922, il cherche à convaincre partout en Europe de la nécessité de réagir et écrit à Benito Mussolini, alors chef du gouvernement italien, que « nulle nation ne peut vivre et prospérer si l'Europe meurt », ajoutant que « l'Amérique unie avance à la tête du monde, tandis que l'Europe morcelée meurt d'épuisement dans le sang des luttes intestines ».

En effet, l'Europe, empêtrée dans ses difficultés, voit autour d'elle grandir et évoluer des Etats dont l'avenir semble bien plus prometteur que le sien.

1.2.2 Les menaces d'invasion économique et idéologique

Car le continent européen est confronté à un environnement international en plein bouleversement. Au delà de ses dissensions internes, l'Europe semble en effet menacée par d'autres dangers qui viennent de l'Ouest sur le terrain économique et de l'Est sur le terrain idéologique.

La menace économique

En 1927, le rapport final de la conférence économique internationale évoque les changements profonds intervenus dans la situation économique du monde à l'issue de la première guerre mondiale. L'Europe n'est plus créancière du monde mais débitrice de l'Amérique. Les Etats-Unis importent de moins en moins de produits européens. Qui plus est, il y a antithèse économique avec l'Amérique : avec la crise profonde que connaît l'Europe coïncide la prospérité américaine.

L'idée que les Etats-Unis d'Amérique constituent un danger économique pour l'Europe se répand de plus en plus largement parmi les milieux politiques et économiques. Le professeur Truchy, vice-président de l'Union douanière européenne, proclame au cours d'une conférence prononcée à Bruxelles que « l'Europe est menacée d'un péril d'hégémonie américaine ».

En fait, les Etats-Unis sont accusés de profiter de la situation précaire de l'Europe, « alors que les questions de commerce international ne sont pas des questions que chaque peuple puisse traiter sur le plan de ses seuls intérêts, qu'une certaine dose de bonne foi et d'équité est nécessaire dans les tractations internationales ».

Les Etats-Unis sont incontestablement les créanciers du monde entier. Partout ils ont des intérêts et des dividendes à percevoir ; ils contrôlent des entreprises ; ils tiennent à leur merci des gouvernements. L'analyse conduite par Yves Le Trocquer, qui dirige en 1929 le comité français de l'Union douanière européenne, débouche sur l'affirmation que si l'Europe ne s'entend pas, elle est menacée de se trouver « dans un état de demi vassalité économique qui ne serait pas sans danger pour la paix du monde ».

L'adoption par le congrès américain en 1922 de la loi Fordney-MacCumber ne contribue pas à rassurer l'Europe. Cette loi, obtenue par les industriels américains et défendue par Herbert Hoover, alors secrétaire d'Etat au commerce, instaure des tarifs douaniers hautement protectionnistes sur les produits étrangers importés aux Etats-Unis.

Bien que l'Europe soit consciente que l'Amérique lui ait assuré sa survie, les Européens ont clairement le sentiment d'être menacés par la puissance de son appareil économique qui, toujours selon Yves Le Trocquer, « continue à déverser dehors et tout spécialement sur l'Europe la surproduction agricole et industrielle de ce bloc protectionniste ».

La menace idéologique

La seconde menace, d'un autre ordre, vient de l'Est. Le régime bolchevique est exécré de tous les gouvernements établis. La révolution d'octobre 1917 a exclu la Russie de l'Europe. Les Occidentaux tentent par tous les moyens politiques et diplomatiques de constituer autour d'elle un véritable cordon sanitaire d'Etats hostiles.

Francis Delaisi classe d'ailleurs clairement l'Union Soviétique dans le camp de l'Europe sous développée et non démocratique, et qualifie son régime politique de « dictature socialiste ».

Au début de la première guerre mondiale, Lénine propose comme mot d'ordre à la classe ouvrière sept points parmi lesquels figure la réunion des nations libérées en Etats républicains. Mais, en 1915, revenant sur son mot d'ordre, il explique qu'il convient de refuser l'union des Etats européens, en laquelle il voit « une entente des capitalistes européens ».

Allant même plus loin, l'idéologie communiste énonce explicitement que la tâche du prolétariat européen n'est pas d'éterniser les frontières, mais de les supprimer révolutionnairement. « Les Etats-Unis du monde (et non pas d'Europe) sont la forme politique d'union et de liberté des nations que nous rattachons au socialisme en attendant que la victoire totale du communisme amène la disparition définitive de tout Etat, y compris démocratique » écrit Lénine en 1915.

Coudenhove-Kalergi, en 1922, met en garde Mussolini en ces termes : « si la Russie, grâce à quelques bonnes récoltes, se remet de sa catastrophe économique avant que l'Europe soit unifiée, des cosaques rouges ou blancs viendront avant même la prochaine génération abreuver leurs chevaux dans l'Adriatique ». Il

reprendra cette argumentation en 1927 en énonçant que « la continuation de la politique européenne actuelle aura pour conséquence (...) l'invasion russe et une dictature russe, rouge ou blanche ».

Face aux menaces d'invasions économique et idéologique, c'est donc un combat que vont engager les partisans et défenseurs de l'idée européenne. Le vieux continent a dominé le monde durant des siècles. Il revendique légitimement d'être à l'origine des fondements de la civilisation occidentale. Or, son influence et même son avenir sont menacés.

1.3 La conservation de l'hégémonie

Cette lutte va s'organiser logiquement autour de deux axes principaux : tout d'abord, c'est économiquement que l'Europe se bat pour sa survie, car il s'agit là du problème le plus concret qui touche le plus gravement et le plus directement les peuples ; mais, face à cette véritable crise de la civilisation européenne, c'est aussi pour préserver leur suprématie culturelle que les Européens vont se battre.

1.3.1 La lutte contre le déclin économique

L'Europe est menacée. Elle, si riche d'Histoire et qui porte des valeurs de civilisation si fortes, voit son hégémonie sur le monde occidental contestée. C'est ce constat qui pousse les défenseurs de l'idée européenne à réagir et à entamer une lutte contre ce déclin. Et pour défendre cette idée éminemment politique que les peuples européens partagent des valeurs et un destin communs, ils vont porter la lutte en premier lieu sur le terrain économique, c'est à dire là où l'Europe est le plus ouvertement menacée.

Ceci permet d'expliquer la volonté des partisans de la Paneurope de rechercher très rapidement l'adhésion et le soutien à leur mouvement non seulement des acteurs politiques mais aussi économiques.

Un des pionniers en la matière sera Louis Loucheur. En 1925, alors ministre de la reconstruction, il reçoit Coudenhove-Kalergi qui lui expose son projet paneuropéen. Il semble qu'il ait été séduit par ces idées, puisqu'en 1927, il est nommé président du comité français paneuropéen. Dès lors, il n'aura de cesse de prendre des initiatives afin que le mouvement auquel il appartient ne se confine pas à la seule réflexion politique mais mène des actions significatives et concrètes. Ainsi, au cours de cette même année, il rassemblera les chefs d'industrie français dans le but de constituer un deuxième comité à vocation exclusivement économique.

Il reçoit un accueil favorable de la part des milieux économiques, non par philanthropie mais par réalisme de leur part. En effet, la perspective d'avoir la possibilité d'accéder à un grand marché libre de plus de trois cents millions de consommateurs suscite logiquement un intérêt marqué des grandes firmes pour l'idée européenne.

Malgré ce soutien et de nombreuses analyses décrivant fort lucidement le déclin de l'Europe (dont une des plus fameuses reste celle d'Albert Demangeon parue en 1920

sous le titre le plus explicite qui soit: « Le déclin de l'Europe »), la lutte pour promouvoir l'idée d'unir les forces européennes ne progresse pas car il manque un aspect essentiel sans lequel le mouvement ne peut étendre son influence.

Les gouvernements des pays de l'Europe occidentale ne réagissent pas . Ils continuent contre vents et marées à s'attacher à des solutions classiques, qui pourtant ont montré leur incapacité à sortir l'Europe du marasme économique. Les politiques monétaires poursuivies conduisent à une surévaluation de la monnaie, la volonté forcenée de conserver des budgets équilibrés interdit les dépenses indispensables, telles celles nécessaires pour procéder à des réformes sociales.

L'égoïsme national prévaut sur l'évidente nécessité de coopérer et d'unir les forces et les moyens disponibles. La portée de l'action du mouvement paneuropéen s'en trouve fortement jugulée, ses défenseurs se heurtant à la faible réceptivité des milieux politiques.

La lutte contre le déclin économique est donc plus le fait d'initiatives privées que publiques. Les idées exprimées par des hommes tels Oswald Spengler et José Ortéga y Grasset, auteurs d'ouvrages politiques sur la décadence de l'Europe et possédant une notoriété certaine, ne rencontreront aucun écho auprès de la classe politique.

1.3.2 La lutte contre le déclin culturel et spirituel

Pourtant, tous, sans exception, annonçaient dès le milieu des années vingt non seulement le déclin de l'Europe mais aussi et surtout les désastres qui se préparaient.

Cette carence de responsabilité politique sera en partie à l'origine de l'essor que connaîtra le communisme en Europe à partir de 1920. En effet, les penseurs communistes paraissent offrir une solution claire et surtout profitable aux pauvres. Face au désordre et à la contradiction politique qui règnent, c'est à un ordre politique nouveau que rêvent les peuples européens. Seuls les communistes en proposent un, ce qui explique le succès « par défaut » qu'ils rencontrent.

L'inaction et l'incapacité des hommes politiques face aux problèmes économiques dépassent donc largement le strict cadre économique. Elles induisent également l'instauration d'un climat général emprunt de pessimisme, et c'est une véritable crise de conscience qui tourmente les penseurs et théoriciens de l'idée européenne.

L'écrivain suisse Carl Jacob Burckhardt défend, dans un ouvrage paru en 1925, la thèse que toute idée de coopération est impossible tant que chaque Etat place au dessus de tout l'exercice absolu et entier de sa souveraineté. « Le monde croulerait plutôt que l'une des grandes nations européennes renonce à son exigence de primauté ».

D'autres voient également dans ce déclin une étape nécessaire par laquelle l'Europe doit passer pour réaliser son unité. Ortéga y Grasset, par réalisme historique, affirme que l'unité de l'Europe n'est pas un idéal mais un fait « d'une très grande quotidienneté ». Il en déduit donc que la probabilité d'un Etat général européen s'impose mécaniquement, à échéance non précisée. Mais il s'interroge également sur la réalité de l'abdication européenne. « Cette apparente décadence

ne serait elle pas la crise bienfaisante qui permettrait à l'Europe d'être véritablement l'Europe ? »

Rétrospectivement, l'Histoire politique du continent européen peut lui donner raison. L'évidente décadence des nations européennes durant l'entre-deux guerres a débouché sur une crise majeure dont l'issue a marqué le véritable lancement du processus d'union politique des Etats d'Europe occidentale.

La liste des auteurs ayant publié des ouvrages sur le déclin de l'Europe et ses conséquences possibles est longue. Parmi les plus influents, il convient de citer Jules Romains (« Pour que l'Europe soit », 1931), Julien Benda (« La trahison des clercs », 1927) ou Drieu La Rochelle (« Le jeune Européen », 1928).

Ces auteurs, parmi beaucoup d'autres, expriment la réalité de la prise de conscience de la crise européenne. Sans toujours apporter une solution aux problèmes posés, leur plus grand mérite sera néanmoins d'éclairer les esprits et d'initier la naissance d'un véritable courant européen organisé et militant.

II) L'affirmation d'un courant européen

C'est à partir de 1925 que va s'affirmer et se structurer le courant en faveur de l'idée d'Europe unie dans les pays d'Europe occidentale. Progressivement organisé autour de thèmes fédérateurs, le mouvement paneuropéen verra à partir de 1929 ses efforts concrétisés par des initiatives institutionnelles de la part des milieux économiques et gouvernementaux.

2.1 L'organisation du mouvement

Le mouvement va s'organiser autour d'intellectuels qui vont produire un nombre considérable d'écrits sur le sujet. Ils vont ainsi initier le développement de groupes de pression politique animés par des hommes qui vont agir avec toute leur énergie au service de l'idée d'Europe unie .

2.1.1 Le mouvement intellectuel

Devant la médiocrité des hommes politiques européens résolument tournés vers le 19ème siècle et incapables de surmonter les désunions de l'Europe, aggravant même les causes du mal en marquant la victoire de 1918 par des traités qui morcellent le continent en plus de trente nations (au lieu de vingt avant la guerre), quelques penseurs d'un type nouveau essaient de regarder la réalité de l'Europe.

Ils l'étudient sous ses aspects historiques, sociologiques et politiques. Ils se montrent pessimistes dans leurs nombreux écrits, leur but étant de dire et redire que l'Europe est en train de perdre sa conscience acquise tout au long de siècles d'Histoire, de guerres, de découvertes et d'existence culturelle.

Oswald Spengler compare le déclin de l'Occident à celui des civilisations de l'antiquité. Selon lui, les cultures doivent « réaliser leur idée formatrice, épanouir leur

vocation et disparaître ». Ce fatalisme face au déclin de l'Europe est une des idées dominantes du courant intellectuel.

Le dénominateur commun de la pensée européenne est donc le pessimisme : beaucoup s'interrogent sur la capacité de l'Europe à surmonter le désastre de la première guerre mondiale. Thomas Mann publie un ouvrage intitulé « Avertissement à l'Europe » dans lequel il fustige les peuples, dont l'humanisme semble « incapable d'une résurrection qui rendra à ses principes leur valeur de combat » .

Les diagnostics sont sévères mais au fatalisme succèdent très vite des attitudes plus militantes, comme celle de Jacques Maritain. Ce philosophe français, d'origine protestante mais converti au catholicisme, prononce une conférence intitulée « Le crépuscule de la civilisation » dans laquelle il prône « un véritable engagement sur la voie de la liberté et de l'esprit pour accomplir le redressement spirituel de notre pays, qui importe à tout l'avenir de la civilisation européenne » .

José Ortega y Gasset aborde le problème de la renaissance de l'Europe sous un angle politique. Pour lui, les nationalismes sont des impasses. Seule la décision de construire une grande nation avec « le groupe des peuples continentaux » relèverait le « pouls de l'Europe » .

Né d'initiatives et d'idées issues d'esprits s'exprimant isolément, le mouvement intellectuel se fédère petit à petit autour d'idées forces se répandant au travers d'ouvrages publiés et de conférences prononcées. Il acquiert ainsi une dimension militante qui lui donne plus de force et de crédibilité.

Ce militantisme poursuit le but avoué de tirer de sa léthargie la conscience européenne. Avec force de conviction, des auteurs tels Julien Benda fustigeront l'Europe « pour mieux la réveiller ». L'Europe n'a pas connu la conscience d'une unité politique, elle ne possède pas davantage la conscience d'une unité spirituelle. Il existe de surcroît des obstacles nationalistes forts à l'idée d'Europe unie.

Il ne s'agit pas seulement de combattre ces obstacles mais « de les dépasser par une prise de conscience des nos grandeurs spirituelles », comme l'écrit le poète autrichien Hugo von Hoffmansthal.

Là où une grande pensée est conçue, là est l'Europe. Toute grande idée politique agissante est européenne, et derrière le remue ménage des prophètes de la décadence, il voit là « quelques rares individus qui comptent, dispersés parmi les nations, s'unir dans une grande pensée : celle de la restauration créatrice » .

Ce mouvement intellectuel qui s'unifie et s'articule autour de l'idée de prise de conscience va engendrer à partir de 1926 la naissance d'un courant de groupes de pression politique.

2.1.2 Les groupes de pression politique

L'obstination avec laquelle certains intellectuels combattent en faveur de l'idée des Etats-Unis d'Europe va permettre d'organiser réellement le mouvement paneuropéen en plaçant son action sur le terrain politique.

La Pan Europe de Coudenhove-Kalergi

Le comte Richard Coudenhove-Kalergi occupe, pour plusieurs raisons, une place de premier ordre dans l'univers des militants de l'idée d'Europe unie.

Tout d'abord, il convient de souligner la précocité de son engagement puisque c'est dès 1922 que paraîtront ses premiers écrits sur le sujet. Il s'efforcera également de ne pas confiner la diffusion de ses idées à un cercle restreint de responsables politiques ou économiques, mais au contraire de toucher l'opinion publique le plus largement possible. Enfin, il agira par idéalisme pur au service du mouvement pan européen.

Ses origines et sa formation expliquent largement cet engagement supranational. Né d'un père diplomate d'ascendance hollando-grecque et d'une mère japonaise, il est diplômé de l'Académie de Vienne. Il est un représentant typique de l'ancienne Autriche cosmopolite. Après 1918, il se retrouve citoyen tchèque. En mars 1939, l'Allemagne annexe la Tchécoslovaquie et il se retrouve « en quelque sorte privé de nationalité ». Comptant des amis qui partagent ses idées paneuropéennes parmi les membres du gouvernement français (dont Paul Reynaud et Georges Mandel, respectivement ministres des affaires étrangères et de l'intérieur), il sollicite la nationalité française qu'il obtient rapidement, en raison de « services exceptionnels rendus à la France ».

C'est en novembre 1922, à l'âge de vingt huit ans, qu'il fait paraître son premier article intitulé « Paneurope ». En octobre 1923, il publie son programme dans un livre qui porte pour titre le nom de son mouvement qu'il crée à la même époque : « Paneuropa ».

Son projet d'organisation européenne consiste à créer une fédération dont les Etats européens obtiendraient des avantages essentiels. La perspective d'une nouvelle guerre européenne serait écartée, ainsi que la menace d'une invasion russe ou soviétique. Economiquement, l'Europe pourrait « soutenir la concurrence des industries américaines et anglaises et plus tard des industries russes, chinoises ou japonaises ».

Il veut faire passer l'Europe « de l'anarchie à l'organisation paneuropéenne » par étapes.

Le premier stade consiste à provoquer la convocation d'une conférence paneuropéenne à l'initiative d'un ou plusieurs gouvernements. Le programme, nettement délimité, devrait exclure « les questions territoriales » et marquer le début d'une coopération dans les domaines du désarmement, des monnaies, des communications, des dettes et de la culture. Coudenhove-Kalergi prévoit de s'inspirer de l'exemple d'outre atlantique, citant comme modèle les conférences américaines.

Le deuxième stade de la constitution de la Paneurope est la conclusion d'un « traité d'arbitrage et de garanties obligatoire entre les Etats démocratiques de l'Europe occidentale ». Il s'agit là de prévenir tout risque de conflit interne, et Coudenhove-Kalergi compte d'ailleurs sur la bonne volonté des Etats « bien décidés à ne pas faire de guerre offensive » qui pourraient constituer entre eux une ligue procurant à ses adhérents des « avantages éclatants », et entraîner ainsi les autres Etats dans une telle structure. Ce traité d'arbitrage pourrait inclure l'Angleterre, mais limitée à ses territoires européens, sous peine d'entraîner la Paneurope dans les « conflits futurs

du Pacifique et de l'Asie ». Géographiquement, il s'en tient donc strictement au continent européen dans son projet d'organisation politique.

La création d'une union douanière européenne est le troisième stade de la constitution de la Paneurope. Le but recherché dans cette étape est de faire de l'Europe un bloc économique homogène. Ceci ne peut se réaliser que pas à pas, et comme précédemment il compte sur des Etats précurseurs pour donner l'exemple, conclure entre eux des unions douanières et « peut être même des unions monétaires ».

Stade ultime de l'organisation européenne, l'élaboration d'une constitution couronnerait ainsi la création des « Etats-Unis d'Europe » sur le modèle des Etats-Unis d'Amérique, ce qui permettrait à l'Europe de se présenter comme un bloc en face des autres continents et des autres puissances mondiales. Coudenhove-Kalergi détaille avec assez de précisions la façon dont il prévoit le fonctionnement des institutions, avec la constitution de deux assemblées : une assemblée populaire (dans laquelle siégerait un député par million d'habitants) et une chambre fédérale (comptant vingt-six délégués représentant les vingt-six Etats) .

Mais la réussite du projet organisationnel relève d'une entreprise de pédagogie. Il faut « soulever la question européenne dans des discours et des écrits, la présenter à l'opinion publique comme une question vitale pour des millions d'hommes jusqu'à ce que chaque Européen se voit contraint de prendre position ». Un activisme tous azimuts est déployé à cet effet, utilisant plusieurs modes de communication.

En premier lieu, c'est bien évidemment par écrit que s'exprime Coudenhove-Kalergi, en publiant en 1924 son « Manifeste européen » puis en diffusant une « Lettre ouverte aux parlementaires français ». Puis il entame une tournée des capitales européennes, explicitant son projet à des membres de gouvernements de différents pays européens : Bénès, Stresemann, Herriot et Lord Balfour.

Enfin, il organise des réunions de masse, le premier congrès paneuropéen se tenant à Vienne en octobre 1926 et réunissant 2000 délégués représentant 24 pays d'Europe. Ce premier congrès sera d'ailleurs présidé entre autres par le Premier ministre autrichien Monseigneur Seipel, et un ministre français, Yvon Delbos, y participera.

Dans son engagement militant en faveur d'une organisation européenne, Coudenhove-Kalergi se comporte comme le prophète d'une doctrine nouvelle, lui conférant un caractère d'absolu et d'idéal. C'est à une véritable croisade que le fondateur de Paneurope convie ses partisans. Il choisit d'ailleurs comme symbole de son mouvement la croix rouge sur un soleil d'or, car « la croix rouge des croisades du moyen âge est le symbole le plus ancien d'une union européenne internationale ». Le soleil figure l'esprit européen, dont le rayonnement a éclairé le monde entier. La croix du Christ et le soleil d'Apollon représentent les civilisations grecque et chrétienne qui forment le fondement durable de la culture européenne.

Il faut choisir entre « le passé et l'avenir, entre l'étroitesse d'esprit et la largeur de vue, entre la barbarie et la culture ». Les Paneuropéens et les anti-européens s'apprêtent à se livrer une bataille décisive pour le destin de l'Europe.

L'idée d'Europe unie se transforme ainsi en mystique politique, à la recherche d'une nouvelle morale et en référence à la crainte d'autres mystiques négationnistes de l'idée européenne telles le nationalisme et le communisme.

Les Etats-Unis des nations européennes de Christian Frederick Heerfordt

Beaucoup moins connue que celle de Coudenhove-Kalergi, la figure du docteur danois Christian Frederick Heerfordt n'en est pas moins intéressante à évoquer. Son engagement illustre la même foi militante et enthousiaste pour la cause européenne. Cette foi apparaît plus particulièrement dans les ressorts de son initiative, dans les axes de son programme et dans sa volonté de préparer les esprits à la réussite de l'idée européenne.

Dès la fin de la première guerre mondiale, il élabore ses premières études sur les possibilités « d'opposer un sûr rempart au danger d'explosion d'une nouvelle guerre encore plus dévastatrice entre les nations européennes ». Une vive préoccupation de la paix européenne est ainsi à l'origine de son action et, au moment même où Coudenhove-Kalergi rédige « Paneuropa », il prépare son premier livre paru en 1924 intitulé « Une Europe nouvelle, premier essai ».

L'auteur y expose une réserve critique à l'égard de la Société des Nations et de ses possibilités d'action. La constitution d'une confédération européenne doit donc être précédée d'une réforme de l'organisation internationale, celle-ci s'appuyant sur des bases régionales dont l'Europe serait l'une d'elles.

A partir de 1926, il donne à son projet l'appellation « d'Etats-Unis des nations européennes ». L'organisation est conçue comme le prototype de « la communauté vraie ». En opposition à la Société des Nations au sein de laquelle toutes les décisions doivent être prises à l'unanimité, il prévoit que toutes les décisions relatives à la communauté soient prises par une institution commune, par un conseil commun, et s'imposent obligatoirement à tous les membres.

Le programme d'organisation européenne de Christian Frederik Heerfordt est cependant moins nettement esquissé que celui de Coudenhove-Kalergi. S'il évoque le fonctionnement des institutions à mettre en place et les domaines d'action, il le fait en termes plus généraux et moins explicites. Son projet présente néanmoins deux caractères marquant son originalité.

Les limites de la future confédération européenne sont extensibles. Elle n'est ainsi pas confinée au strict continent. Au contraire, il recommande de chercher à former des groupements d'Etats apparentés par leur civilisation, en partant du principe que l'Europe « comprend les quatre parties du monde et de grandes portions de la cinquième ». Il prône donc une « Europe sans rivages » insérée au sein de la SDN.

Il aborde ainsi le problème des colonies sous un angle différent de celui de Coudenhove-Kalergi. Christian Frederik Heerfordt estime que la réussite de son entreprise est conditionnée par la fusion des Etats de l'Europe, « y compris les colonies autonomes ». Il voit là d'ailleurs un moyen efficace de renforcer les liens entre colonisateurs et colonisés.

Alors qu'en majorité les autres théoriciens de l'idée d'union européenne préconisent une réalisation graduelle du processus d'union européenne, le représentant de l'Initiative scandinave propose audacieusement un passage brutal de l'indépendance nationale à la fédération. Pour défendre cette thèse, il s'appuie sur l'exemple de

l'échec de la SDN. Il voit là la preuve de l'impossibilité de la construction par étapes d'une organisation internationale. La « communauté fausse », c'est à dire celle au sein de laquelle les décisions se prennent à l'unanimité, lui apparaît par essence figée dans ses structures et paralysée dans ses possibilités d'évolution. Ce type de communauté « n'est guère susceptible de réforme graduelle de principe », ceci à cause de « l'unanimité obligatoire des décisions » qui rend impossible l'application pratique des projets de réforme théoriquement bien construits .

La réussite de l'entreprise européenne dépend donc en grande partie d'un travail de préparation des esprits afin de forger la conviction des élites européennes que les divers intérêts nationaux ne sont pas menacés par le projet fédéral. C'est pourquoi il se propose de confier l'œuvre de la construction européenne à une organisation internationale privée baptisée « Europa » chargée de promouvoir l'idée européenne auprès des peuples et des élites. Il souhaite ainsi mettre en œuvre une véritable campagne d'éducation afin de rendre évidents à ces peuples les grands avantages qui résulteront de la grande confédération projetée, et leur expliquer en même temps par quels moyens les inconvénients inévitables qu'entraînera dans certains domaines le passage d'un régime à l'autre pourront être neutralisés sans dommage pour les intérêts d'aucun groupe. Ceci constituera d'ailleurs un héritage non négligeable pour les bâtisseurs de l'Europe de l'après-guerre. C'est à ce travail que s'est attaché Christian Frederik Heerfordt avec au moins autant de foi que Coudenhove-Kalergi dans la mesure où le Danois agit seul et sans relais organisationnels forts dans les différents pays européens.

Il publie ainsi de nouveaux ouvrages en 1926 (« Une Europe nouvelle » I et II, parus à Paris). Il rédige régulièrement en plusieurs langues des rapports sur ses activités et envoie une « adresse » aux ambassadeurs européens. Il rencontre également Aristide Briand, qu'il influencera vraisemblablement. Entre 1926 et 1932, il déploie une énergie considérable au service de l'idée européenne. Malheureusement, sa ténacité n'est pas récompensée puisqu'il ne réussit pas à susciter pour autant un mouvement international.

Même si le succès et l'influence obtenus par ces précurseurs ne sont pas à la hauteur de la force de leurs convictions et de l'énergie qu'ils déploieront, leur action aura néanmoins pour conséquence d'institutionnaliser le mouvement européen et de provoquer la création d'initiatives de la part des milieux économiques et politiques.

2.2. L'institutionnalisation du mouvement

Le travail accompli avec foi par les pionniers de l'idée d'Europe unie trouve néanmoins un aboutissement. En effet, il va initier la création d'instances animées par les milieux économiques et industriels ; il inspirera également des initiatives gouvernementales dont la plus remarquable reste celle d'Aristide Briand.

2.2.1 Les initiatives des milieux économiques

L'union douanière européenne

Le 12 mars 1925, une dizaine de personnalités du monde économique adressent un appel devant l'assemblée de la SDN. Ils plaident pour la création d'un espace douanier européen, et se proposent de fonder l'avenir de l'Europe sur un grand marché libre ouvert à la circulation des marchandises, des capitaux et des hommes. Ils voient là le moyen le plus efficace de garantir la paix économique. Leur mouvement, baptisé Union douanière européenne, se structure en comités nationaux.

Le comité français est présidé par le sénateur Yves Le Trocquer. Polytechnicien et ingénieur des ponts et chaussées, il a été entre 1919 et 1924 sous secrétaire d'Etat aux Finances et ministre des travaux publics. Il joue à cette époque un rôle important dans le problème du rétablissement des relations entre la France et l'Allemagne. Le comité est animé également par des économistes tels Charles Gide et Francis Delaisi. Rapidement, l'action du comité français de l'Union douanière européenne devient prépondérante.

Le président d'honneur du comité français est Aristide Briand, à l'époque ministre des affaires étrangères. Poursuivant inlassablement, avec prudence mais ténacité, son œuvre de conciliation et de réconciliation internationale, un de ses premiers gestes lors de son arrivée au quai d'Orsay est de prendre contact par la voie diplomatique avec Gustav Stresemann, son homologue allemand.

L'hégémonie culturelle et politique française en Europe est incontestable. Tant dans la proclamation des objectifs que dans l'énoncé des moyens aptes à les réaliser, l'équipe française de l'Union douanière possède ainsi un certain crédit et parvient à convaincre les milieux économiques du bien fondé d'un certain nombre d'idées forces.

La première relève d'une appréciation fort prudente de la situation politique du continent. Il est évident que la possibilité d'une disparition des barrières douanières ne s'inscrit pas dans la réalité européenne des années d'après-guerre. L'idéal doit donc se replier sur la mise en place raisonnable et admissible d'unions douanières restreintes, celles-ci étant obtenues par la signature de conventions conclues entre quelques Etats.

La seconde idée s'enracine dans la précédente et est appelée à nourrir toute la problématique de la future construction européenne. Elle a pour ambition de proposer la bonne méthode à suivre pour réaliser l'union. Elle part également du constat, notamment énoncé par Francis Delaisi, de l'existence de deux Europes, celle du cheval vapeur et celle du cheval de trait. Il s'agit donc de réaliser l'union économique européenne par agrégation progressive de divers Etats autour d'un noyau central constitué par l'association de la France, de l'Allemagne, de la Belgique et du Luxembourg.

La troisième idée, celle de la création d'un front économique européen face aux Etats-Unis, s'impose peu à peu comme argument nouveau en faveur d'une union européenne. Cette idée est largement défendue par Yves Le Trocquer, notamment dans un texte écrit en 1929 intitulé fort explicitement « La nécessité d'un front économique européen en face de l'union américaine ». L'argumentation s'appuie sur la menace que fait peser le protectionnisme américain. Le congrès de Paris, qui se

tient en juin 1930 et qui entend réunir au ministère des affaires étrangères les premiers défenseurs de l'idée européenne, tend donc à ériger en proposition centrale le projet d'union économique et douanière régionale « France-Allemagne et pays voisins ». Il s'agit là d'un premier pas vers la constitution d'un « front pacifique solidement organisé » qui permettrait aux Etats européens de « discuter utilement et de pied ferme avec les quarante huit Etats de l'union américaine.

Les comités de coopération européenne

A la même époque, d'autres initiatives d'origine franco-allemande aboutissent à la création de comités qui se présentent essentiellement comme de simples instruments de discussion. Leur ambition est donc nettement plus limitée que celle d'un mouvement de l'ampleur de l'union douanière, les objectifs étant plus de conduire une œuvre de conciliation et de compromis que de parvenir à imposer l'idée de la nécessité d'une union entre Etats européens.

Ainsi, la Fédération pour l'entente européenne, fondée en 1926 par Alfred Nossig, ne parvient pas à prendre son essor malgré quelques réunions organisées et une conférence tenue à Genève. Le comité français pour la coopération européenne, créé l'année suivante par Emile Borel, manifeste une certaine volonté de travailler dans le cadre de la SDN, et défend une argumentation reposant sur trois éléments. Il prône tout d'abord le refus de la subordination de l'action politique aux lois économiques ; il exprime sans ambiguïté son attachement à la souveraineté nationale ; il avoue enfin son idéal de constituer une union douanière mondiale, en laquelle il voit la fin ultime de la coopération européenne. Ce comité fédéral, en refusant de remettre en cause le principe de la souveraineté, voit ainsi l'esquisse d'union européenne qu'il propose en 1930 perdre beaucoup de son intérêt. En effet, il n'y a dans ce projet que peu d'éléments novateurs, car il s'appuie essentiellement sur la structure de la SDN qu'il propose de modifier.

L'œuvre entreprise par l'industriel luxembourgeois Emile Mayrisch est plus ambitieuse. En mai 1926, il fonde un comité franco-allemand d'information et de documentation dont l'objectif est d'organiser des rencontres entre des personnalités économiques françaises et allemandes. Il reprend dans une certaine mesure l'idée ,déjà émise par le ministre français Louis Loucheur devant l'assemblée de la SDN, de promouvoir des actions d'ententes industrielles internationales.

Emile Mayrisch entreprend d'organiser lui même un embryon d'entente entre industriels européens, plus particulièrement français et allemands. Son comité souhaite « éliminer dans toute la mesure du possible les causes injustifiées de défiance réciproque qui ont jusqu'ici empêché les deux pays d'aborder dans des conditions favorables la discussion de leurs intérêts positifs ».

Conçue comme un indispensable travail préparatoire à la constitution d'une union douanière européenne, l'action du comité Mayrisch se concrétise par la création le 30 septembre 1926 du Cartel de l'acier unissant les métallurgistes allemands, belges, français et luxembourgeois et fixant des plafonds de production ainsi que des règles de production.

Cette réussite initie d'autres ententes privées internationales. Mais la crise de 1929 interrompt la poursuite de ce type d'action emprunt d'idéalisme pragmatique et ne permet pas de poursuivre dans cette voie pourtant prometteuse.

2.2.2 Les initiatives gouvernementales

La proposition d'Aristide Briand

En 1928, l'œuvre entreprise par Coudenhove-Kalergi affiche un bilan contrasté. En cinq ans, le mouvement a acquis bon nombre de sympathisants, y compris parmi des hommes politiques. Néanmoins, il n'a eu absolument aucune influence sur la politique menée par les gouvernements des Etats de l'Europe occidentale. Mais la ténacité de l'initiateur du mouvement paneuropéen est telle qu'il redouble d'efforts pour voir ses idées se concrétiser. Ainsi, en 1927, c'est sur la proposition d'Aristide Briand, président d'honneur de l'Union paneuropéenne, que Louis Loucheur, ministre de l'économie, est nommé président du comité français paneuropéen.

Aristide Briand est ministre des affaires étrangères et président du conseil depuis l'été 1929. Coudenhove-Kalergi s'efforce de le rencontrer régulièrement, espérant qu'il soit l'homme politique qui donne l'impulsion nécessaire pour que le mouvement paneuropéen puisse connaître un essor décisif.

En 1926, Aristide Briand a signé au nom de l'Etat français le traité de Locarno qui internationalise la frontière du Rhin et enregistre la renonciation définitive de l'Allemagne à l'Alsace et à la Lorraine. Il voit d'ailleurs dans Locarno une tentative d'organisation européenne et déclare dans un entretien paru dans la *Revue de Paris* : « On a souri des Etats-Unis d'Europe : l'idée pourtant y est. On a vu pour la première fois, dans un règlement diplomatique, apparaître chez chaque négociateur des préoccupations européennes (...) Nous avons parlé européen. C'est une langue nouvelle qu'il faudra bien que l'on apprenne ».

La persévérance de Coudenhove-Kalergi est récompensée, puisque Aristide Briand est le premier homme politique à formuler une proposition officielle de création d'une forme de fédération. L'idée de l'union européenne passe ainsi du domaine de la propagande à celui de la négociation entre Etats.

Aristide Briand a su attendre le moment favorable et une conjoncture spécifique pour rendre public son projet lors de la réunion de la SDN le 5 septembre 1929. Le contentieux franco-allemand concernant le problèmes des réparations est en passe d'être réglé par le plan Young qui succède au controversé plan Dawes. Après le départ de Raymond Poincaré de la scène politique française, les indicateurs économiques semblent indiquer une reprise.

Mais c'est surtout la conscience de l'opportunité d'un rapprochement franco-allemand, autorisé grâce aux bonnes relations qu'il entretient avec son homologue allemand Gustav Stresemann, qui fonde l'initiative d'Aristide Briand. En même temps, il semble définitivement convaincu que les compétences de la SDN en matière de sécurité collective sont déficientes.

En juin 1929, à l'occasion de la réunion du conseil de la SDN à Madrid, Aristide Briand discute de son projet avec certains ministres des affaires étrangères, dont Stresemann, et s'assure de leur soutien. Un mois plus tard, il convoque au quai d'Orsay une conférence de presse et révèle sa décision de soumettre le thème de l'unification européenne à la session de septembre de la SDN.

Dans son discours inaugural en tant que chef du gouvernement et ministre des affaires étrangères, il se livre à un véritable plaidoyer pour l'idée européenne : « Depuis quatre ans, une entreprise ardue, connue sous le nom

d'Etats-Unis d'Europe, me préoccupe sans que je sois parvenu à me consacrer à cette tâche gigantesque. Mais, après étude sérieuse de l'ensemble des problèmes, je suis arrivé à la conclusion que l'Europe ne pourra jamais vivre en paix tant que certaines questions n'auront pas été élucidées, certains doutes dissipés, tant que les peuples n'ont pas trouvé la voie de la collaboration » .

La déclaration d'Aristide Briand, dans laquelle il met beaucoup de conviction et d'émotion est néanmoins caractérisée avant tout par sa prudence. S'exprimant sur un sujet qu'il dit lui même « être peut-être un peu en dehors du programme de la SDN », son allocution est ressentie d'une façon assez floue, notamment lorsqu'il évoque « une sorte de lien fédéral ». Il utilise également un mélange de termes juridiques et de termes affectifs, ce qui nuit à la clarté de son discours et à ses ambitions précises.

Cette même prudence l'incite à bien démontrer qu'en aucune façon son projet ne porte atteinte aux souverainetés nationales et à n'évoquer explicitement que l'instauration d'un lien économique. Enfin, il suggère d'une manière indirecte d'adopter comme procédure d'étude la discussion des intérêts entre les peuples européens, ce qui contribuera à établir « un lien de solidarité » .

Cette proposition mérite également un intérêt tout particulier en raison du mélange de faveurs et d'objections qu'elle déclenche chez les partenaires de la France. De nombreuses voix s'élèvent pour soutenir l'idée défendue par Aristide Briand, et en premier lieu celle de Gustav Stresemann. Le ministre des affaires étrangères allemand s'exprime quatre jours après Aristide Briand. Il le fait dans un autre registre que son homologue français, en appelant non pas au sentiment mais à la raison. Tout d'abord, il réfute l'objection faite à l'idée européenne d'être une utopie, puis se lance dans une argumentation emprunte de réalisme économique en fustigeant la situation grotesque de l'Europe, « plus déchirée de barrières douanières qu'avant la guerre ». Son discours vise avant tout à défendre l'amélioration et la rationalisation de l'organisation de l'Europe.

L'économiste britannique John Keynes soutient également l'action d'Aristide Briand. Il s'élève notamment contre les tarifs douaniers en lesquels il voit un obstacle à toute renaissance européenne.

D'autres voix s'expriment en guise de soutien mais d'une manière moins forte, telle celle du représentant espagnol siégeant à la SDN , Bénès , qui assure Aristide Briand de son soutien aussi chaleureusement que vaguement, en le mettant toutefois en garde contre « les nombreuses difficultés à surmonter pour réaliser l'union ». Le représentant de l'Italie, quant à lui, félicite Briand sans prendre position.

Mais, finalement, c'est la réserve qui l'emporte, à l'image de l'attitude officielle britannique qui réaffirme sa foi dans « un libre échangisme mondial dont une fédération européenne ne pourra être au mieux qu'un outil approprié » .

En obtenant néanmoins des 26 délégations européennes représentées à la SDN un accord de principe sur l'examen et la discussion d'un projet soumis par le gouvernement français, Aristide Briand voit son projet avalisé. Il reçoit pour mandat de rédiger un mémorandum précisant ses propositions. L'optimisme quant aux chances de voir se concrétiser l'idée européenne est mesuré, bien que Coudenhove-Kalergi pense avec enthousiasme que « lorsqu'en septembre 1929 l'assemblée se sépare, le monde a toutes les raisons d'espérer qu'un an après naîtra une organisation des Etats européens » .

Moins d'un mois après la fin de la tenue de l'assemblée de la SDN, la mort de Gustav Stresemann privera Aristide Briand d'un soutien capital dans la défense de l'idée européenne. Cette disparition est considérée par les défenseurs du mouvement paneuropéen comme « une catastrophe pour l'Allemagne et pour l'Europe ».

Le mémorandum sur l'organisation d'un régime d'union fédérale

Rédigé par Alexis Léger, secrétaire général du quai d'Orsay et futur prix Nobel de littérature sous le nom de Saint John Perse, le mémorandum communiqué aux gouvernements européens le 1^{er} mai 1930 déçoit par son manque d'ambition et sa timidité en matière de propositions concrètes. Cette déception se traduira d'ailleurs par des réponses largement défavorables de la part des gouvernements étrangers.

Il s'agit d'un texte assez court comprenant un préambule et des propositions qui apparaissent très en retrait par rapport à la déclaration du 5 septembre 1929.

Avant tout, sa principale caractéristique est de subordonner le problème économique au problème politique. L'idée principale est que tout progrès dans la voie de l'union économique est impossible sans progrès dans le domaine politique. Cette affirmation est justifiée par le caractère intangible des souverainetés nationales, ce qui vide quelque peu de sa substance la notion d'« effort constructeur tendant à donner à l'Europe sa structure organique ».

Le texte accumule également les expressions et les formules à faible précision juridique. Il évoque ainsi le principe d'une « union morale », au sein de laquelle serait instauré un « régime de constante solidarité ». Les notions d' « association européenne », de « communauté européenne » et d' « entente régionale » sont entre autres successivement énoncées. Le texte présente donc finalement une image imprécise et contradictoire.

Le mémorandum préconise une organisation calquée sur celle de la SDN. Avant tout, il propose de créer un organe représentatif et responsable sous forme d'institution régulière de la « Conférence européenne ». L'organe exécutif qu'il définit « sous forme de comité politique permanent » doit exercer ses activités dans le cadre de la SDN, et sa présidence doit être exercée par roulement entre les différents pays membres de la Confédération européenne, ceci afin d'éviter « toute prédominance d'un des Etats d'Europe par rapport aux autres ». Enfin, il évoque la nécessité de créer un service de secrétariat qui pourrait dans un premier temps ne pas être permanent et être confié au gouvernement chargé de la présidence du Comité européen.

Le texte ne met pas clairement en évidence le rôle original de l'organisation européenne future par rapport à la SDN ni les responsabilités précises des instances européennes.

La première conférence européenne des gouvernements se réunit en septembre 1930 pour étudier le mémorandum, mais l'optimisme relatif de l'année précédente n'est plus à l'ordre du jour. Coudenhove-Kalergi note avec déception que « la plupart des gouvernements semblent ne vouloir tirer de Paneurope qu'un avantage pour eux mêmes, sans être prêts à consentir aux sacrifices nécessaires ». Aristide Briand

demande l'institution d'un « organisme d'étude pour l'élaboration méthodique du programme d'organisation de l'union européenne ». Cet organisme est créé quelques semaines plus tard sous le nom de Commission d'études pour l'union européenne.

La Commission d'études pour l'union européenne

Composée d'un membre titulaire et d'un membre suppléant par Etat, présidée par Aristide Briand et placée sous la tutelle du secrétaire de la SDN, sir Eric Drummond, la Commission exerce l'essentiel de son activité au cours de l'année 1931. Elle peut être considérée comme le premier organisme politique européen. En effet, elle réussit à orienter ses travaux vers des initiatives concrètes et à ne pas se cantonner à rester un simple organisme d'études.

C'est ainsi par exemple qu'elle convoque trois conférences agricoles en février 1931, qui aboutissent à la création d'un Institut hypothécaire de crédit agricole chargé d'organiser l'écoulement de la surproduction céréalière des pays de l'Europe de l'Est.

Mais la Commission va progressivement évoluer vers une inféodation à la SDN et démontrer son incapacité à influencer sur les institutions décisionnelles. Le rapport qu'elle rend pour la 12^{ème} assemblée de la SDN ne comporte aucun projet de construction européenne, ce qui traduit bien son isolement.

La mort d'Aristide Briand en mars 1932 précède de peu celle d'un organisme dont la survie était déjà profondément artificielle, et qui « sombre dans l'indifférence générale et sans le moindre bruit ».

La disparition d'hommes tels Gustav Stresemann et Aristide Briand, conjuguée à l'émergence du parti national-socialiste en Allemagne et à la crise économique qui frappe les Etats-Unis, va marquer la fin du mouvement en faveur de l'union européenne et le retour en force de l'ère des logiques de puissance nationale.

III) L'échec de l'idée européenne

L'idée d'union européenne, portée avec beaucoup de conviction par des hommes peu nombreux mais convaincus et motivés, ne survit pas à l'échec de la proposition d'Aristide Briand inspirée par le projet de Coudenhove-Kalergi.

Ces précurseurs, par la modernité de leurs idées, peuvent être considérés comme des pionniers. Le mouvement paneuropéen échoue parce qu'il n'a jamais réussi à propager efficacement ses idées, mais aussi parce que l'environnement général de l'époque s'avère hostile à un tel projet.

3.1 Une stratégie inefficace

L'échec du projet d'Aristide Briand marque d'une manière assez significative la fin des espoirs suscités par le mouvement paneuropéen. En fait, ce courant porteur d'idées peut être trop en avance sur leur temps n'a jamais atteint ses objectifs en

matière d'influence. De plus, le projet organisationnel qu'il a proposé a reçu un accueil mitigé, du fait de son ambiguïté.

3.1.1 Une propagande élitiste

Un des objectifs de Coudenhove-Kalergi, quand il lance son mouvement en faveur de l'union des pays européens, est de propager le plus largement possible ses idées auprès des populations concernées. C'est pourquoi il s'est lancé dès 1923 dans une tournée de toutes les capitales européennes.

Malgré tous les efforts déployés par les partisans du mouvement paneuropéen, force est de constater que ce courant d'idées essentiellement intellectuel n'a jamais réussi à atteindre les masses.

Indéniablement, le mouvement compte beaucoup de sympathisants, dont beaucoup sont des hommes éminents. Ainsi, quand Coudenhove-Kalergi entreprend en 1925 son premier voyage à Paris, il est porteur de lettres de recommandation signées de l'espagnol Bénès qui lui permettent de recevoir « l'accueil le plus cordial » de Paul Painlevé, ancien premier ministre, et de Louis Loucheur, ministre de la reconstruction.

Coudenhove-Kalergi fait preuve parfois d'une certaine naïveté. Il parle avec emphase et conviction de « l'influence conjuguée des forces politiques et spirituelles qui créent un fort courant d'opinion publique en faveur des Etats-Unis d'Europe ». Il rencontre en 1925 Edouard Herriot, alors président du conseil et ministre des affaires étrangères. A la fin de l'entretien, il a la conviction « d'avoir enfin rencontré l'homme d'Etat si longtemps cherché, dont le courage et l'imagination transformeraient le mouvement européen en une réalité ».

Mais l'année suivante, il voit ses espoirs déçus en déplorant que « la haute politique continue à ignorer son mouvement ». Consacrant toute son énergie à la défense de l'idée paneuropéenne, il s'enflamme à chaque rencontre d'un homme politique qui certes l'écoute poliment mais a d'autres priorités que de militer activement pour l'union européenne. S'il a connu moins de succès que Coudenhove-Kalergi, Christian Frederik Heerfordt a vu juste en se prononçant sur l'incapacité des gouvernements et des partis politiques à promouvoir efficacement l'idée d'union européenne.

Si la classe politique réagit de la sorte, c'est avant tout parce que l'opinion publique n'est pas prête à accepter un engagement des Etats sur cette voie. Les peuples sont confrontés à des difficultés économiques considérables, dues à la première guerre mondiale qui les a opposés et qui a causé de telles pertes humaines que le contexte, tant psychologique qu'économique, n'est pas du tout favorable à l'idée d'union européenne.

Les opposants à tout rapprochement entre les peuples, particulièrement entre les peuples français et allemand, s'expriment eux aussi avec force. Après avoir signé le traité de Locarno en 1926, Aristide Briand est considéré comme « vendu aux Allemands » par bon nombre de ses contemporains.

Les courants nationalistes, prônant par exemple une attitude de « patriotisme économique », trouvent donc une opinion publique beaucoup plus réceptive à leurs idées qu'à celles des partisans d'une union européenne qui apparaît en complet décalage avec l'époque.

En fait, le courant paneuropéen est avant tout un mouvement intellectuel qui n'atteint pas les peuples, et qui repose essentiellement sur la force de conviction de quelques idéalistes. Coudenhove-Kalergi devra attendre 1930 pour qu'Aristide Briand se décide à engager la lutte au service de l'idée d'union européenne. Mais avant cette date, rien de concret ne sera entrepris par aucun responsable politique.

3.1.2 Un projet organisationnel ambigu

Le mémorandum est accueilli avec une certaine réticence par les partenaires de la France. Il soulève de nombreuses critiques, comme le montrent les réponses des différents pays européens. L'attitude quasi générale est celle d'un refus poli ; seules la Yougoslavie et la Bulgarie acceptent le texte sans réserves. Il en est de même, quoique avec quelques réserves mineures, pour la Norvège, la Grèce et la Tchécoslovaquie.

Coudenhove-Kalergi, qui a pourtant placé tous ses espoirs en Aristide Briand, se montre quant à lui extrêmement déçu, parlant de « texte de pacotille, édulcoré, dilué », dans lequel « rien ne fait appel à l'imagination des peuples » et qui est essentiellement conçu pour des diplomates et des juristes.

D'une part, beaucoup de pays estiment que la future organisation européenne risque de nuire à la SDN ou de faire double emploi avec elle. Ils pensent que le cadre universel de l'organisation internationale est préférable au cadre strictement européen de l'organisation que propose Aristide Briand.

Une coopération entre un nombre restreint de pays européens semble préjudiciable tant à la SDN qu'aux intérêts européens, car le problème de sécurité est un problème universel qui ne saurait être résolu définitivement sans la collaboration des autres continents.

La crainte est grande de voir surgir de la création des Etats-Unis d'Europe de nouvelles oppositions qui n'avanceraient guère la coordination des intérêts européens et feraient regretter de s'être écarté « du chemin indiqué par le pacte de la SDN et tendant à harmoniser les intérêts opposés sur un plan mondial ». Il semble ainsi difficile de concevoir pour la majorité des gouvernements comment une association d'Etats pourrait procurer à ses membres un degré de sécurité mutuelle supérieur à celui qui est garanti par la SDN aux Etats adhérents.

Le gouvernement britannique va même plus loin en exprimant sa crainte que les nouvelles institutions européennes « ne pourraient fonctionner sans engendrer la confusion et peut être aussi créer une rivalité qui ne saurait guère manquer de diminuer l'efficacité ou l'autorité des organes de la SDN ».

D'autre part, la structure de l'organisation telle que la propose le mémorandum semble inutilement lourde. Presque tous les Etats estiment que les créations du Comité politique et du Secrétariat ne présentent aucun intérêt. Tout au plus admettent ils l'utilité de la Conférence européenne.

Mais les plus hostiles au projet pensent que les réunions de la SDN sont suffisantes pour régler les questions continentales et rejettent l'ensemble de la structure organisationnelle.

La priorité du politique sur l'économique ne fait pas non plus l'unanimité. Elle surprend dans une certaine mesure, car elle semble contradictoire avec les propos tenus par Aristide Briand l'année précédente dans son discours devant l'assemblée de la SDN, dans lequel il énonçait que « évidemment, l'association agirait dans le domaine économique, qui est la question la plus pressante ». L'argumentation des inspirateurs des projets d'union européenne s'appuie également depuis des années sur la nécessité d'agir dans le domaine économique afin de parvenir à plus longue échéance à des fins politiques.

C'est pourquoi de nombreux Etats émettent des objections à cet aspect du projet présenté par Aristide Briand, considérant que « l'entente directe entre certaines branches économiques fondées sur l'entreprise » constitue une possibilité préférable à la proposition d'Aristide Briand.

De nombreux problèmes qui tiennent à cœur à certains pays se posent. La position d'Etats européens non membres de la SDN, tels la Turquie et l'Union Soviétique, devient problématique compte tenu des références nombreuses à l'organisation internationale que le texte comporte.

Or, pour certains pays, l'union européenne ne peut se concevoir sans la participation de la toute jeune mais déjà puissante Union Soviétique, ou bien de la Turquie. Il est en effet utopique d'envisager la stabilité continentale sans prendre en compte les positions politiques de ces Etats proches géographiquement. L'Allemagne souligne que « l'exclusion de pays européens qui ne font pas partie de la SDN (...) serait contraire à l'usage pratiqué avec raison jusqu'à présent ».

3.2 Un environnement hostile

Mais peut être plus que les défauts et l'ambiguïté que contiennent les propositions que formulent Briand ou Coudenhove-Kalergi, c'est un contexte international défavorable qui empêche l'idée d'union européenne de s'imposer.

L'idéologie communiste, qui inspire les dirigeants du nouveau géant soviétique, s'oppose clairement à tout projet fédérateur « capitaliste ». L'époque est également caractérisée par le fait que beaucoup de pays européens possèdent des territoires extra européens. Enfin, la montée des fascismes et la crise économique de 1929 partie des Etats-Unis et touchant l'Europe engendrent un repli des Etats sur eux mêmes par l'application de politiques nationalistes.

3.2.1 L'idée européenne contre la logique communiste

La naissance de l'Union Soviétique a inquiété les Etats occidentaux et plus particulièrement les nations proches géographiquement. L'idéologie communiste affiche en effet clairement ses ambitions d'exporter la révolution prolétarienne.

Trotsky, théoricien de la révolution permanente, estime que le socialisme ne peut se réaliser dans un seul pays et qu'il n'a de chance de survivre que si s'accomplit le renversement de la bourgeoisie mondiale.

Pourtant, en 1922, un rapprochement s'opère et le pacte de Rapallo constitue un succès considérable pour le jeune Etat soviétique jusqu'alors mis au ban de la société internationale par les puissances capitalistes.

La stratégie soviétique connaît alors un revirement caractérisé par les propos tenus par Boukharine lors du quatrième Congrès de l'Internationale communiste. Le leader bolchevique déclare en effet qu'il est parfaitement légitime qu'un Etat prolétarien puisse contracter une alliance avec la bourgeoisie d'un Etat étranger dans le but de renverser la bourgeoisie d'un autre Etat. Dans une telle éventualité, affirme-t-il, « il est du devoir des communistes des deux pays de contribuer à assurer la victoire des deux alliés ».

En conséquence, ce pacte signé entre l'URSS et l'Allemagne modifie l'attitude des Etats occidentaux vis à vis de l'Union soviétique : il s'agit d'éviter un rapprochement plus intime entre Moscou et Berlin.

Reconnue internationalement, l'Union soviétique signe ainsi des accords de commerce international, notamment avec la Grande Bretagne qui demande en échange que les Soviétiques s'abstiennent de toute propagande hostile à l'Empire britannique.

Cependant, bien qu'elle ait ainsi normalisé ses rapports officiels avec les Etats occidentaux, la Russie soviétique vit à partir de 1927 dans la hantise d'une offensive contre révolutionnaire et se referme au monde extérieur. Le huitième Plénum de l'Internationale communiste proclame que « le danger de guerre contre l'Union soviétique devient la question la plus brûlante du mouvement ouvrier international ».

Dès lors, il est évident que les dirigeants soviétiques ne peuvent adhérer à l'idée des Etats-Unis d'Europe, en lesquels Lénine ne voyait déjà en 1915 qu'une union d'Etats capitalistes.

Trotsky se prononce sur le sujet dans le même sens et avec plus de précision. Il se prononce clairement et fermement contre les Etats-Unis d'Europe, car leur création équivaldrait à élargir et renforcer les frontières du monde capitaliste que les travailleurs n'ont aucun intérêt à défendre. Qui plus est, la conquête de l'Europe occidentale par les communistes sera d'autant plus facile que « la décadence de l'Europe résulte justement du fait qu'elle est économiquement morcelée en près de quarante Etats quasi nationaux qui (...) sont devenus les plus grands obstacles au développement économique de l'humanité et à la civilisation ».

Les Etats-Unis d'Europe sont donc, selon l'idéologie communiste, « sous le capitalisme, impossibles ou réactionnaires ». Impossibles en raison des rivalités entre Etats ; réactionnaires parce que dirigés contre les travailleurs.

L'Union soviétique s'oppose donc à l'idée paneuropéenne et au projet Briand (auquel elle n'est pas associée), et l'avènement du nazisme en Allemagne conduira à freiner la défense d'une idée en opposition avec les intérêts bolcheviques. En effet, il apparaît évident aux dirigeants politiques français, parmi lesquels le mouvement paneuropéen compte de nombreux sympathisants, que la menace que représente l'Allemagne nationaliste ne pourra être contrée qu'avec l'appui de l'URSS.

3.2.2 L'idée européenne contre la logique colonialiste

Le projet d'Aristide Briand qui soumet l'idée d'Europe unie aux gouvernements européens est en partie rejeté parce qu'il est jugé trop strictement continental. A cette époque, les empires coloniaux représentent plus de la moitié des terres émergées, et le monde européen reste dans une large mesure le prolongement outre mer des Etats du vieux continent.

Pour des raisons historiques, de nombreux Etats européens ont des intérêts dans le monde entier. La civilisation européenne a rayonné universellement, et des liens politiques, économiques ou même moraux unissent l'Europe à la quasi totalité des régions du monde.

L'un des pays qui s'oppose le plus fermement au projet pour cette raison est la Grande Bretagne, qui estime avoir un destin et des responsabilités qui dépassent largement le cadre européen.

Le deuxième congrès paneuropéen organisé par Coudenhove-Kalergi se tient à Berlin le 17 mai 1930, quelques jours après qu'Aristide Briand ait rendu public le mémorandum sur l'organisation d'un régime d'union fédérale. C'est l'occasion pour le délégué britannique de donner une orientation de ce que sera la réponse du gouvernement britannique au projet proposé.

La position géographique particulière de la Grande Bretagne, c'est à dire son insularité, ainsi que son passé historique font que le peuple britannique ne se sent pas vraiment européen. « Par le cœur, nous n'appartenons pas à l'Europe ; nous ne saurions jamais adopter un point de vue européen ni partager un patriotisme européen. Nous ne pourrions jamais renoncer à notre patriotisme pour notre empire aux ramifications mondiales ». Il serait donc absolument contraire aux intérêts de Paneurope comme à ceux de la Grande Bretagne que celle ci devînt, sous quelque forme que ce fût, membre d'une union européenne.

Quelques mois auparavant, en février 1930, Winston Churchill s'est exprimé sur le projet Briand avec des idées similaires. Dans un article paru dans le *Saturday Evening post*, il place au dessus de l'idée européenne la réalisation de l'idéal mondial de l'Empire britannique . « Nous ne voyons rien que de bon et de prometteur dans une communauté Européenne plus riche, plus libre, plus heureuse(...) Nous sommes avec l'Europe mais pas de l'Europe ».

Mais, malgré cette opposition, la position britannique est plus ambiguë. Le rapport Salter, du nom d'un haut fonctionnaire britannique, considère l'initiative d'Aristide Briand comme irrecevable mais estime que son pays doit s'associer au projet pour mieux exercer son influence et « constituer un intermédiaire indispensable entre les points de vue européen et mondial ».

Ceci explique la réponse évasive du gouvernement britannique, qui ne veut ni appartenir à une fédération européenne ni en être exclu, et dans laquelle Coudenhove-Kalergi voit la volonté « d'empêcher une fédération des Etats européens », et de limiter l'organisation de l'Europe « à un comité européen sous la dépendance de la Société des Nations ».

Mais la Grande Bretagne n'est pas seule à émettre des objections de cette nature. De nombreux pays européens possèdent des colonies ou d'anciennes colonies. Ils ont donc à défendre des intérêts situés en dehors du continent européen.

Ainsi, l'Espagne entretient des relations étroites et particulières avec les pays hispano-américains, tout en étant présente en Afrique. Les Pays Bas sont un royaume ne comprenant pas seulement des territoires en Europe. Le Portugal veut « spécifier que les Etats européens, en envisageant une union fédérale, n'entendent en aucune sorte relâcher des liens qui les attachent à leurs colonies ».

Toutes les objections obéissant à la logique colonialiste tournent autour de la même idée : aucun gouvernement européen n'est prêt à admettre aucune altération de ses droits sur ses territoires extra européens, ni aucune ingérence dans les questions proprement coloniales.

En fait, c'est à l'époque le déséquilibre entre le cadre européen, au sens géographique, et le cadre politique mondial, d'origine européenne, qui pose problème. Les valeurs européennes aux vertus expansives ont créé le monde occidental et ont largement débordé le strict espace continental. En quelque sorte, l'Europe est victime de son passé et de son Histoire dans ses tentatives d'union.

Comme pour l'opposition de l'Union soviétique, le refus de la Grande Bretagne entraîne la ruine des espoirs français de voir le projet Briand triompher. Réaliste, Coudenhove-Kalergi ne voit pas « comment la France pourrait-elle se permettre de s'opposer à l'Angleterre sur le terrain de la politique européenne, lorsque demain sans doute il s'agirait de faire front ensemble contre une Allemagne nationaliste ? ».

3.2.3 L'idée européenne contre la logique nationaliste

De nombreuses autres objections sont formulées par une majorité d'Etats européens, dont les principales concernent le refus catégorique de remise en cause du principe de souveraineté. En fait, le débat sur l'unité européenne met en lumière plus d'éléments de désaccord que de conciliation, la plupart des gouvernements semblant « ne vouloir tirer de Paneurope qu'un avantage pour eux mêmes sans être prêts à consentir aux sacrifices nécessaires » selon Coudenhove-Kalergi.

Cet argument rejoint la critique de la primauté du politique sur l'économique et montre, au-delà des intentions affichées et de l'enthousiasme avec lequel les représentants des gouvernements européens avaient accueilli le discours d'Aristide Briand en 1929, les limites politiques que se fixent les Etats. Car le paysage européen est en 1930 pour le moins incertain. La crise économique venue d'outre atlantique devient vraiment manifeste, entraînant dans la faillite de nombreuses entreprises et causant de nombreuses suppressions d'emplois. Ainsi, les turbulences sociales et les troubles politiques dans lesquels se débattent de nombreux gouvernements font que d'une part ils auraient préféré que le projet Briand fasse effort dans le domaine de l'action économique et d'autre part ils accordent la priorité à la résolution de leurs problèmes internes.

Ainsi, les économies nationales, en réaction à la crise qu'elles traversent vont glisser vers l'autarcie, attitude qui donne le coup de grâce à tout espoir d'une union douanière évoquée comme possible par un certain nombre de gouvernements dans leurs réponses au mémorandum.

Ceci explique un repli des Etats sur eux mêmes et dans une certaine mesure un retour à des politiques au caractère nationaliste nettement plus marqué. Les pays

germaniques, qui ont bénéficié après la première guerre mondiale plus que les autres des crédits américains, sont logiquement plus vite et plus intensément touchés que leurs voisins. En conséquence, ils seront également ceux qui verront renaître le plus vite un sentiment nationaliste concrétisé par l'arrivée au pouvoir du parti national socialiste quelques années plus tard.

Car la proposition d'Aristide Briand et la présentation du mémorandum sur l'organisation d'un régime d'union fédérale coïncident avec un événement qui aura de lourdes conséquences pour l'avenir de l'Europe et qui contribuera en grande partie à l'échec de l'idée paneuropéenne. En effet, au beau milieu de la première conférence européenne des gouvernements dont l'objet est de débattre du projet Briand, le résultat des élections du Reichstag (qui sont un succès pour le parti national socialiste) marque le renouveau du nationalisme allemand. Dès lors, la politique de réconciliation franco-allemande qu'Aristide Briand mène depuis cinq ans avec le soutien de Stresemann voit tous ses fondements anéantis.

Dès la fin de l'année 1930, il semble donc qu'il est trop tard pour que l'idée d'union européenne puisse réussir à s'imposer dans un paysage politique européen en pleine évolution. Les logiques nationalistes triomphent, aucun gouvernement ne souhaitant céder la moindre parcelle de souveraineté, donnant raison à Coudenhove-Kalergi qui définissait en 1923 comme adversaires de la Paneurope les « nationalistes chauvins, qui protesteront contre tout abandon de la souveraineté nationale, au nom de la liberté nationale et de l'honneur du pays ». De la même façon, il faut rappeler les propos écrits par Christian Frederik Heerfordt en 1926, sur l'incapacité des gouvernements à promouvoir une cause qui est en dehors du « programme déterminé de politique intérieure qu'ils sont tenus d'appliquer, étant nommés uniquement pour cela ».

Le rejet du projet d'Aristide Briand ne marque pas la fin du débat sur l'idée européenne, mais dès lors le mouvement paneuropéen n'a plus la même force. La disparition d'Aristide Briand ajoutée à la perception de plus en plus précise de la menace allemande font que l'échec de l'idée européenne est consacré vers 1934. A cette date, Coudenhove-Kalergi définit ainsi le climat politique européen : « La confiance internationale est détruite, et personne ne peut savoir de quoi demain sera fait ».

Il n'est plus question d'unifier l'Europe mais de la sauver du chaos et du désastre qui s'annoncent. Paul Valéry l'annonce avec clairvoyance dans son ouvrage « L'avenir de l'esprit européen » paru en 1933 : « Chaque nation, aujourd'hui, tend à se cloisonner, à se faire une île, une région fermée, se suffisant à elle-même, vivant de ses ressources propres (...) Mais tout ceci ne va pas sans mettre directement ou indirectement en cause, sinon en péril, ce que nous appelons l'Esprit Européen ».

Dès lors, ce n'est plus en faveur de l'idée paneuropéenne mais contre l'expansion des nationalismes menaçants que l'action des partisans de l'Europe unie va se concentrer, consacrant ainsi la fin des espoirs apparus quelques années auparavant et retardant pour quelques décennies l'amorce du processus d'unification européenne.

Conclusion

L'idée d'Europe unie est historiquement ancienne mais elle ne s'incarne véritablement qu'après la première guerre mondiale.

Organisé autour de thèmes pertinents et animé par des esprits novateurs, le mouvement en faveur d'une unification européenne justifie son action par la nécessité absolue pour l'Europe de s'unir afin de survivre en tant qu'espace politique et culturel. Le vieux continent au passé historique si prestigieux ne doit pas renoncer à ses valeurs de civilisation aux ambitions universelles.

Portés tout d'abord par des intellectuels, l'idée d'Europe unie et le mouvement paneuropéen recueillent la sympathie des milieux économiques et politiques mais ont néanmoins beaucoup de mal à dépasser le stade de l'élaboration théorique.

Les difficultés politiques et les obstacles mentaux rencontrés face à l'idée d'Europe unie entre les deux guerres seront en partie similaires à ceux qui apparaîtront en 1945, même si l'échec du mouvement paneuropéen de Coudenhove-Kalergi et du projet d'Aristide Briand sont avant tout dus à des événements conjoncturels.

La crise économique de 1929 et l'avènement du national socialisme en Allemagne ont conduit les pays européens au repli sur eux mêmes, et dès 1933 plus aucun gouvernement ne cherche une solution européenne aux problèmes économiques, politiques et sociaux auxquels il est confronté.

La conjoncture particulièrement favorable de 1925-1927 ne sera pas efficacement et pleinement utilisée par manque d'un réel soutien de la part des milieux politiques, Aristide Briand se décidant trop tard à officialiser son engagement en faveur de l'union européenne.

Pourtant, les arguments exposés et les solutions proposées constitueront après la seconde guerre mondiale les fondements de la réflexion entamée par les initiateurs du processus d'unification qui conduira à la naissance de la Communauté Economique Européenne puis de l'Union Européenne.

Les débats engagés vers 1930, comme par exemple la priorité au domaine économique ou à l'action politique, auront toute leur utilité en tant que repères pour la construction européenne.

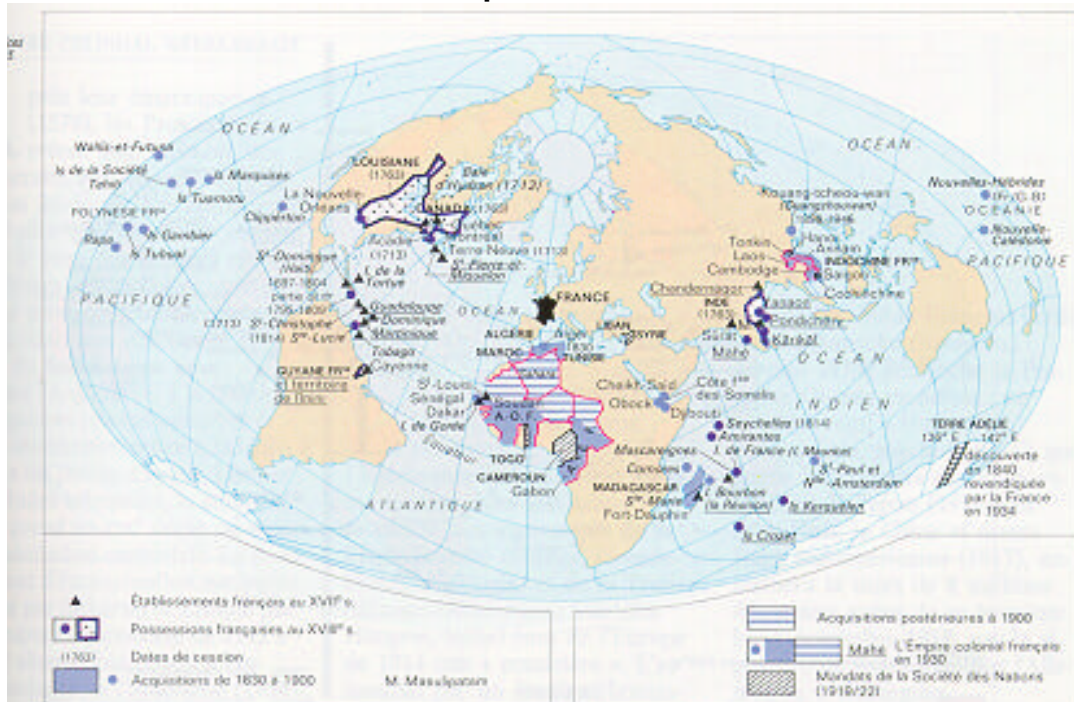
« Si les conceptions du compte Coudenhove-Kalergi peuvent être dans la forme prématurées, erronées ou impraticables, l'élan et l'inspiration demeurent vrais ». Cette phrase de Winston Churchill qui figure en avant propos d'un ouvrage de Coudenhove-Kalergi illustre parfaitement l'intérêt que présente l'étude des travaux et des réflexions des partisans de l'idée d'Europe unie en Europe occidentale durant l'entre-deux guerres.

Annexes

L'Europe entre les deux guerres



Les empires coloniaux



Empire colonial français à son apogée



Empire britannique à son apogée

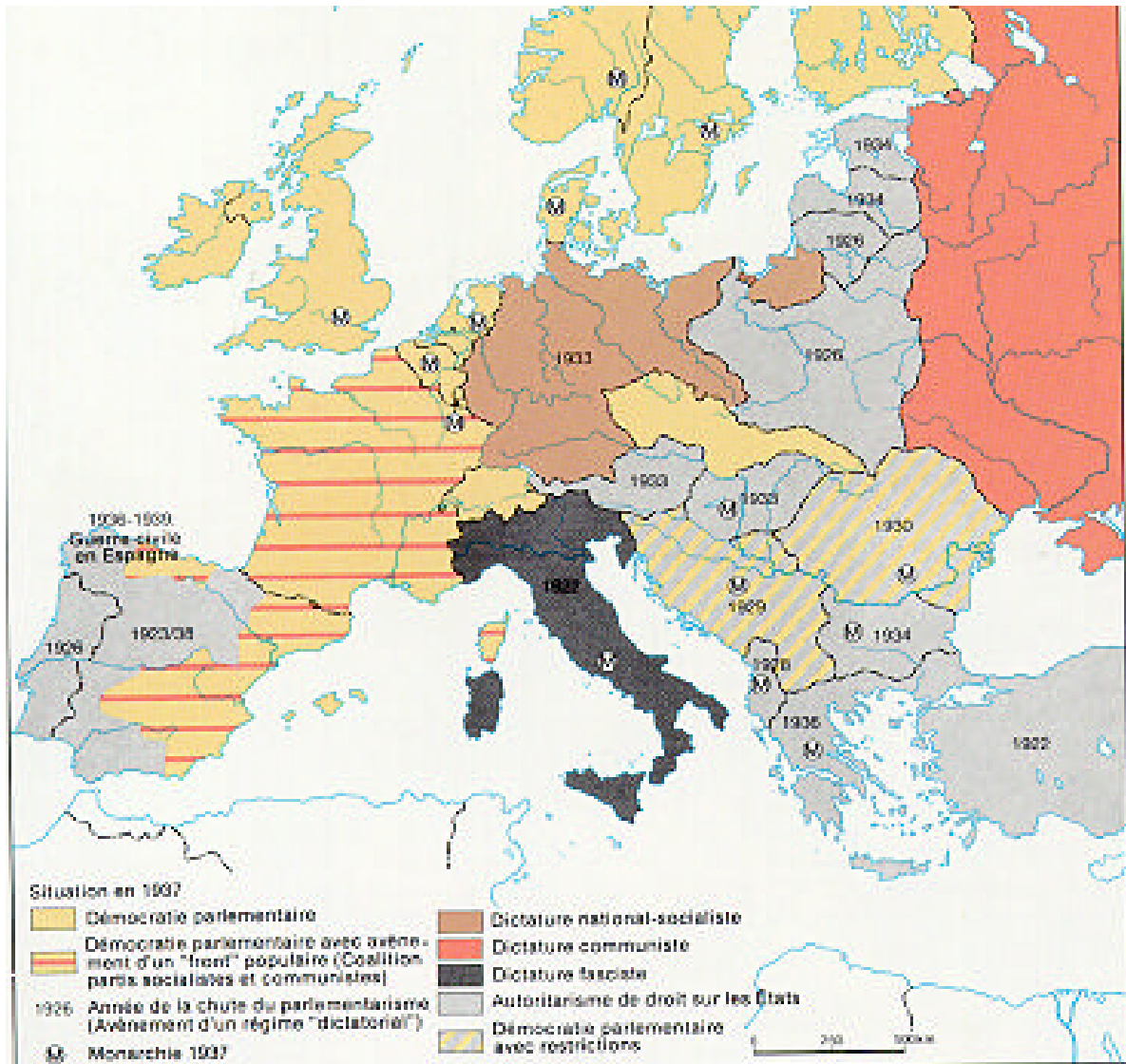


Empire colonial portugais



Empire colonial espagnol

L'effondrement de la démocratie en Europe



Bibliographie

- *L'idée européenne dans l'entre-deux guerres, recueil de textes*
Michel Dumoulin et Yves Stelandre, Academia, 1992
- *Vingt huit siècles d'Europe*
Denis de Rougemont, Payot, 1961
- *L'idée d'Europe dans l'histoire*
Jean Baptiste Duroselle, Denoel, 1965
- *J'ai choisi l'Europe*
Richard Coudenhove-Kalergi, Plon, 1952
- *Les pionniers de l'Europe*
Paul Binoux, Librairie Klincksiek, 1972
- *L'idée d'Europe au Xxème siècle*
Elisabeth Du Réau, Editions Complexe, 1996